2027-2033
Licence
Licence

Licence Droit

Former des juristes rigoureux, capables d'analyser, d'argumenter et d'agir dans un monde en mutation : telle est l'ambition de la licence de droit.

Présentation

Former des juristes rigoureux, capables d'analyser, d'argumenter et d'agir dans un monde en mutation : telle est l'ambition de la licence de droit.
Pendant les deux premières années, un socle commun solide est construit : droit constitutionnel, droit des obligations, droit administratif, droit commercial, droit pénal et droit de l'Union européenne. La formation dépasse le seul cadre juridique en intégrant des enjeux contemporains, transition écologique, intelligence artificielle, questions environnementales, et en développant des compétences en anglais juridique et culture numérique. Des ouvertures disciplinaires permettent à chaque étudiante et étudiant d'enrichir son parcours selon ses intérêts. La troisième année ouvre sur trois parcours distincts selon le projet de chacun : droit privé, centré sur les contrats, les sociétés, la procédure et les libertés ; droit public, tourné vers l'action administrative, les institutions et le droit international ; administration publique, orienté vers les concours et la gestion des services de l'État.

Chaque parcours articule fondamentaux disciplinaires et spécialisations au choix, pour construire un profil cohérent en vue d'une poursuite en master droit des affaires, droit social, droit public, carrières de la fonction publique ou d'une insertion directe dans les métiers du conseil, de la justice et de l'administration

Les + de la formation

La licence droit de la Faculté Julie-Victoire Daubié se distingue par une architecture pensée pour accompagner chaque étudiante et étudiant de la découverte du droit jusqu'à la construction d'un projet professionnel affirmé.

Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

Public

Niveau(x) de recrutement

- BAC

Durée de la formation

3 ans

Discipline(s)

- Mention/diplôme

Responsable(s) de la formation

Cathie-Sophie PINAT : Cathie-Sophie.Pinat@univ-lyon2.fr

Coût de la formation

Le montant des droits d' inscription en licence, fixé au niveau national, évolue chaque année universitaire. Pour plus d'informations, consultez la page Droits et montants d'inscription.

Candidature

Modalités de candidature

Les modalités de candidature varient selon le niveau d'entrée et la situation de la candidate ou du candidat.

- **Pour les personnes souhaitant candidater en Licence 1** : les candidatures s'effectuent via Parcoursup. Les candidates et candidats non européens peuvent relever d'une procédure spécifique, notamment la Demande d'admission préalable (DAP).
- **Pour les personnes souhaitant candidater en Licence 2 ou Licence 3** : les candidatures s'effectuent via eCandidat, selon le calendrier de candidature de l'Université Lumière Lyon 2. Cette procédure concerne notamment les personnes non inscrites à l'Université Lumière Lyon 2.
- **Pour les candidates et candidats non européens résidant dans un pays couvert par Campus France** : la candidature s'effectue via la procédure Études en France sur le site Campus France du pays de résidence.

Pour connaître la procédure correspondant à votre situation et les dates de candidature, consultez notre page dédiée aux candidatures.

Et après ?

Niveau de sortie

- Licence

Activités visées / compétences attestées

Compétences communes visées du diplôme

- RNCP38186BC01 - Utiliser les outils numériques de référence
- RNCP38186BC02 - Exploiter des données à des fins d'analyse
- RNCP38186BC03 - S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère
- RNCP38186BC04 - Se positionner vis à vis d'un champ professionnel
- RNCP38186BC05 - Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle
- RNCP38186BC06 - Identifier et résoudre un problème juridique
- RNCP38186BC07 - Situer un problème de droit dans son contexte
- RNCP38186BC08 - Agir et communiquer dans un contexte juridique

Connaissances communes visées du diplôme

• Compétences transversales
• Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
• Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
• Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
• Développer une argumentation avec esprit critique
• Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
• Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, dans au moins une langue étrangère.
• Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
• Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
• Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
• Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
• Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
• Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
• Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
• Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles Compétences spécifiques de la mention
• Identifier et mobiliser les sources adéquates en vue de résoudre une problématique juridique
• Utiliser l'ensemble des outils juridiques
• Saisir l'histoire, l'esprit et la finalité de la règle de droit
• Evaluer la légitimité, l'effectivité et l'efficacité de la règle de droit
• Employer le vocabulaire juridique approprié
• Identifier les règles/procédures et les distinguer d'autres règles/processus
• Qualifier juridiquement les données d'un problème ou d'une situation
• Formuler la problématique d'un sujet (d'une situation soumise) de façon intelligible et concise
• Déterminer les règles applicables
• Articuler plusieurs règles applicables
• Restituer des connaissances juridiques, de façon structurée et en les contextualisant, y compris d'un point de vue historique

• Lire et analyser les textes juridiques, décisions et arrêts rendus par les différentes juridictions
• Comprendre le sens, la valeur et la portée d'un texte ou d'une décision de justice
• Interpréter la règle de droit en utilisant les techniques du raisonnement juridique et en mesurant les implications pratiques et éthiques des interprétations possibles
• Appréhender les mouvements et les évolutions de la production, de l' acceptation et de la sanction de la règle de droit
• Identifier sa place en tant qu'acteur et sujet actif/passif de la règle de droit
• Acquérir des connaissances pertinentes dans des domaines extra-juridiques
• Adapter sa réflexion juridique en fonction des contraintes de l' environnement
• Analyser les mécanismes institutionnels et faits sociaux influant directement les voies du droit, y compris en intégrant une dimension historique
• Intégrer la nature compromissoire de la règle de droit
• Déterminer les outils de négociation et de résolution des conflits
• Maîtriser l'organisation de la justice et identifier les différentes institutions et juridictions
• Comprendre la genèse d'une règle de droit pour en apprécier les avantages et les risques
• Identifier les enjeux historiques et contemporains de la citoyenneté et de la démocratie
• Identifier et définir un besoin dans un contexte juridique
• Organiser une veille juridique
• Utiliser les outils numériques juridiques de référence pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information
• Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation argumenter ou répondre à une question juridique
• Identifier et sélectionner diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet juridique
• Développer une argumentation juridique avec esprit critique (oral + écrit)
Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

- Assistant juridique - Agent administratif dans un établissement sanitaire et social - Agent de développement local - Secrétaire de mairie - Assistant de gestion du personnel - Négociateur immobilier - Gestionnaire dans un syndic

immobilier - Responsable administratif et de gestion du personnel - Rédacteur juridique - Chargé d'études ou de mission Après réussite à un concours administratif - Emploi de catégorie A (administration nationale, territoriale ou hospitalière) - Personnel administratif dans les juridictions, les collectivités et entreprises publiques - Agent administratif dans une administration publique nationale ou territoriale